cap vert
genève
ASSOCIATION A BUT NON LUCRATIF

C.P. 41
1211 GENEVE 20
Téléphone : 022/ 45 49 84

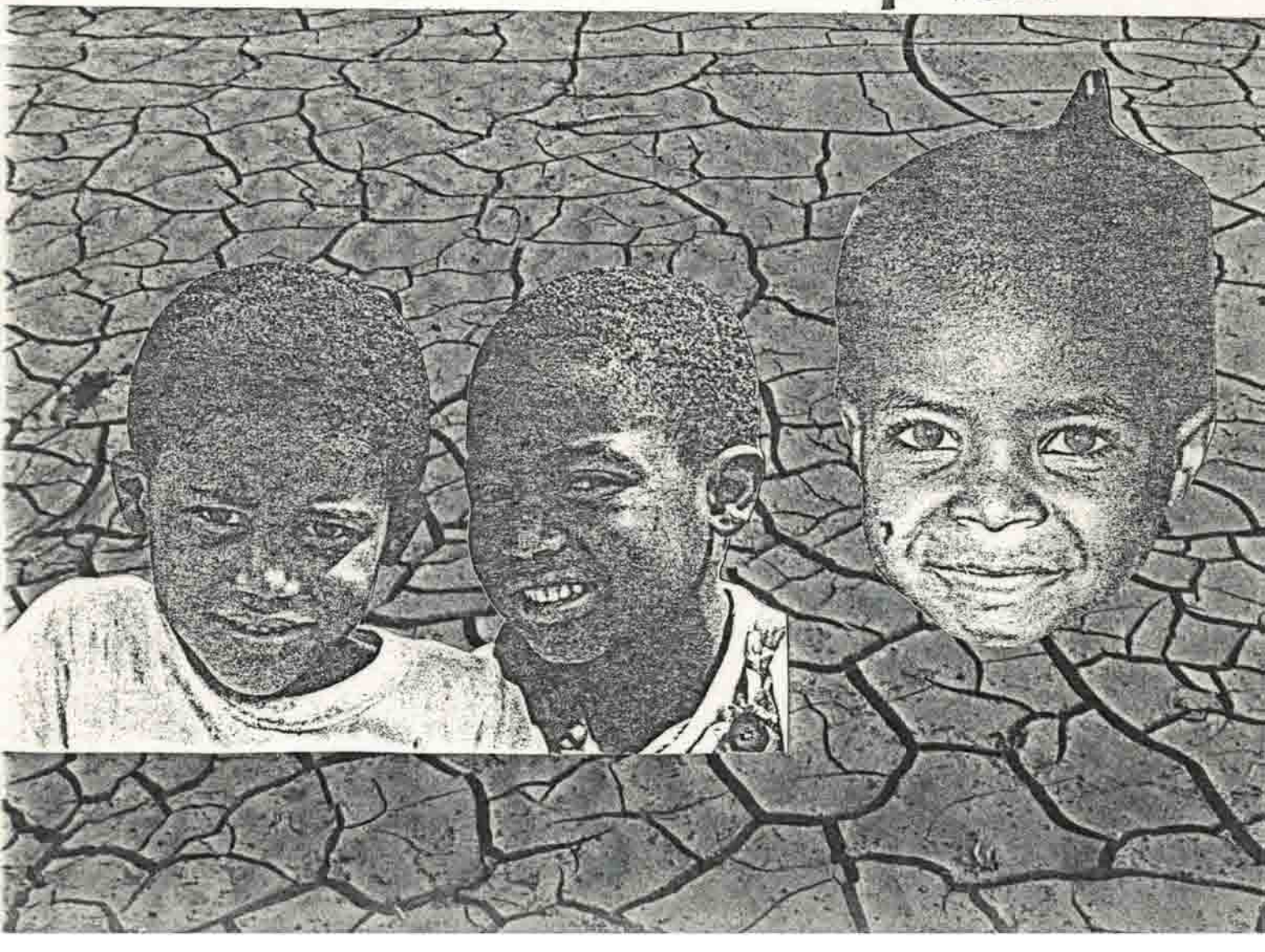
BULLETIN d'INFORMATION

7.

de Roland Vuataz

Président de l'Association

de retour du Cap Vert



BULLETIN d'INFORMATION

de retour du Cap Vert

RAPPORT DE MISSION DU PRESIDENT DE L'ASSOCIATION au CAP-VERT (du 12 au 24 janvier 1985)

Pourquoi une mission ?

Depuis le départ de Christian Corminboeuf du Cap-Vert au printemps 1983, nous n'avons pas eu sur place une délégation qui nous permette d'obtenir toutes les informations que nous souhaitions pour nous faire une idée la plus exacte possible de l'état de nos projets. L'insularité, ajoutée à la distance, ne facilite pas la tâche de tous ceux qui, sur place, sont aux prises avec les problèmes quotidiens et devraient encore passer du temps à informer. Par ailleurs, outre que l'homme d'action ne se mue pas volontiers en un rédacteur, le manque de cadres disponibles dans le pays incite tous ceux qui ont des responsabilités à prendre à utiliser leur énergie en faveur des réalisations concrètes plutôt que pour la plume et le papier.

Et pis, il faut bien le dire, en l'absence d'un coopérant technique sur place, nous avons eu quelques doutes sur la capacité de l'administration cap-verdienne à gérer les projets seule; nous avions eu également quelques divergences de vue avec le Gouvernement et certaines instances administratives relatives à la conception de la participation populaire.

C'est ainsi que l'assemblée de l'Association réunie le 22 janvier 1985 et sur proposition du Comité unanime, a demandé au Président de se rendre sur place avec pour mission de recueillir des informations à la fois matérielles (sur les projets et leur gestion), des informations humaines sur l'intérêt et l'engagement des bénéficiaires vis-à-vis des projets; enfin, des nouvelles sur les structures gouvernementales et administratives, leur efficacité et leurs relations avec la population concernée par les projets.

Première étape : prise de contact à Praia, capitale du Cap-Vert

En premier lieu, il faut bien le dire, découvrir l'Archipel après un voyage de quatre heures sur l'Océan Atlantique, c'est plus qu'une surprise : c'est un choc. L'érosion a fait un tel travail, l'aridité du sol est telle, qu'on se demande bien comment des hommes, même armés de toute bonne volonté, peuvent parvenir à tirer de cette surface le moindre produit. On comprend toutefois lorsqu'on est au sol que le rocher n'est pas à nu et que, si l'humus n'est pas profond, bien des surfaces sont recouvertes d'une terre particulièrement fertile pour autant, bien entendu, qu'elle soit arrosée. On est immédiatement confrontés au problème No 1 : le manque d'eau et l'inaccessibilité relative des nappes souterraines pour une grande partie des îles, particulièrement celles, et c'est la majorité, qui sont montagneuses. Il faut savoir qu'ici la nature ne vous fait aucun cadeau et que tous les fruits qu'on lui soutire portent la marque d'un effort qui serait considéré dans nos pays comme disproportionné.

Les deux premières journées à Praia nous ont permis de rencontrer des personnalités de première valeur et nous avons pu remarquer combien l'Administration centrale fonctionne avec des moyens modestes et pourtant en tire parti le mieux possible.

D'emblée, avec M. José Brito, Secrétaire d'Etat à la Coopération et au Plan et son délégué, Manuel Tolentino, nous nous sentons à l'aise et nous avons la conviction, qui se vérifiera tout au long du voyage, que nous pourrons rencontrer toutes les personnes que nous souhaitons et visiter tous les lieux et toutes les installations que nous voudrons. A l'Institut capverdien de Solidarité, nous rencontrons la présidente Maria da Luz Boal, chargée de coordonner les actions des différentes organisations non gouvernementales qui travaillent au Cap-Vert. La préoccupation centrale, c'est que chaque projet soit conçu de façon que les Cap-verdiens puissent le gérer à court ou moyen terme avec leurs moyens. On exclut donc d'emblée tous les projets d'assistance qui ne sauraient se poursuivre sans un apport continu de l'extérieur. Au Cap-Vert, on ne mesure pas la richesse à la capacité de consommer davantage des biens produits par les autres; on devient riche, quand on est capable de produire même en petite quantité les biens indispensables, les biens qui permettent de survivre. Or, dans un pays pauvre, la tentation est forte de se satisfaire des surplus des pays industrialisés avec lesquels, à court terme, on pourrait déjà vivre tellement mieux. Mais le Cap-Vert a décidé de ne pas mettre le doigt dans cet engrenage au risque de se moderniser beaucoup moins vite mais avec la chance de s'attirer un véritable développement.

A l'Institut capverdien du Livre, nous sommes reçus pas Guiniss Fonseca et Maria de Lourdes Santos. Ici, nous sommes frappés par la rapidité avec laquelle le pays, indépendant depuis dix ans, a déjà constitué sa propre bibliothèque de manuels scolaires, inspirée de la vie quotidienne, tant dans le domaine de l'histoire que de la géographie, de la lecture ou de l'arithmétique.

Nous arrivons pour une visite de courtoisie à la Direction générale des Pêches (directeur : Vicente Andrade) peu après la clôture d'une grande conférence de la pêche convoquée par le Secrétaire d'Etat aux pêches, M. Miguel Lima, et qui a regroupé durant une semaine des délégués des pêcheurs de tous les ports des 9 îles habitées du Cap-Vert. Cette conférence a eu pour effet principal de permettre la mise en commun de tous les problèmes posés par la pêche artisanale au Cap-Vert : problèmes humains, économiques et organisationnels. La directrice de la Scapa (Société de Commercialisation et d'Appui à la Pêche Artisanale), Mme Arcilia Barretto, en a tiré un profit immédiat pour remettre sur le métier des projets de financement dans une conception moins centralisatrice que par le passé et s'appuyant plus directement sur les besoins réels des pêcheurs et de la population concernée par les produits de pêche.

Enfin, nous sommes reçus par le directeur de l'Institut National des Coopératives, M. Estavao Rodriguez, qui fait état des conceptions des autorités du pays en matière de création de coopératives. Nous sommes ici au carrefour entre une volonté administrative de créer des coopératives et une volonté populaire sans laquelle ces coopératives ne peuvent voir le jour. C'est une négociation délicate où aucune des parties ne peut faire cavalier seul : la volonté populaire s'exprime par une démarche visant à organiser les producteurs ou les consommateurs et le gouvernement offre l'infrastructure sans laquelle la volonté populaire reste lettre morte. Ici, le rôle des autorités et de l'Institut National est à la fois de stimuler cette organisation et de demeurer au service de celle-ci, articulation délicate évitant à la fois le dirigisme et le laisser-faire.

Deuxième étape : le projet de pêche artisanale de Brava (Port de Furna)

Le voyageur qui se présente pour la première fois à Brava reçoit indiscutablement un choc. D'abord, les conditions d'accès à l'Ile sont particulièrement délicates : pas d'aéroport, ports inhospitaliers et rares. L'intérieur de l'Ile est également difficile d'accès : falaises abruptes sur la presque totalité de la côte, vallées creusées à l'intérieur. De plus, l'Ile est la plus excentrique de tout l'Archipel du Cap-Vert et la pêche, si elle est abondante, se fait sur une mer difficile. Les natifs d'autres îles s'y adaptent difficilement, ce qui explique les difficultés pour recruter là des cadres de bonne compétence qui acceptent d'y résider pour un salaire dérisoire.

La conception relativement centralisatrice de la Scapa jusqu'ici n'a pas permis un véritable développement de l'unité de pêche de Furna. De plus, le cyclone de septembre 1982 a eu des conséquences dommageables et tardives sur certains matériels tels que moteurs de chambres froides, groupes électrogènes, machines à glace, etc. Lorsque les pêcheurs doivent attendre plusieurs semaines la venue d'un technicien, ils finissent par se décourager et revenir aux anciennes habitudes du "système D".

Il est indéniable que le nouveau virage que prend la Scapa en tentant de décentraliser les décisions et de rendre chaque unité de pêche viable économiquement, va rendre les plus grands services à Brava. Les pêcheurs se sentiront intéressés à avoir leur propre mécanicien qu'ils pourront envoyer se former dans les chantiers navals de Sao Vicente ou de Praia, et ils pourront eux-mêmes, avec l'argent récolté grâce à la pêche, décider à quoi ils l'affectent : à des frais d'organisation ou à du matériel de pêche, et dans quelle mesure.

Une discussion avec les pêcheurs a permis d'établir un ordre de priorité pour l'amélioration de leur vie et l'augmentation des ressources de la région de Brava qui entoure le port de Furna.

Plusieurs améliorations matérielles doivent être entreprises sans retard :

- remplacement des moteurs des machines à glace et des chambres froides;
- renforcement de la capacité de transport du poisson, soit par le bateau habituel (le Furna), soit par un autre bateau (par ex. le Rincao);
- fourniture en suffisance de filets portugais et japonais (en attendant que les filets se créent au Cap-Vert);
- installation d'un moteur in-bord dans la pirogue (celle-ci demeure en excellent état, mais les moteurs hors-bord dont elle a été équipée sont trop fragiles pour un aussi grand bateau);
- remplacement du véhicule isothermique actuel, la camionnette Peugeot, qui arrive à bout de course, afin de pouvoir desservir les marchés de l'intérieur de l'Ile avec l'assurance d'une régularité qui n'est pas garantie aujourd'hui.

La direction de la Scapa doit fournir dans les prochaines semaines à la FAO qui le lui a demandé, un plan d'ensemble concernant le développement de chaque unité de pêche sur toutes les îles de l'archipel. Nous avons eu connaissance du plan proposé pour l'Ile de Brava, et nous sommes décidés à poursuivre l'action jusqu'à ce que les pêcheurs de Furna se soient organisés et puissent mener la production et la commercialisation du poisson à un degré d'autonomie total.

Nous savons que cela ne sera possible que si la Scapa développe les conditions qui permettent à chaque unité de pêche de mettre à profit son esprit d'entreprise. Ce n'est pas en nommant des fonctionnaires supplémentaires, par

ailleurs fort mal payés, que le projet aura quelque chance que ce soit de redémarrer. C'est au contraire en rendant chaque pêcheur responsable de la marche générale de l'entreprise et en donnant à celle-ci les conditions minimales de base : en lui assurant 2 ou 3 personnes compétentes pour l'appui à la maintenance du matériel ainsi que la gestion comptable, laissant le soin à l'organisation des pêcheurs de déterminer le nombre de salariés à même d'assurer les tâches qui ne peuvent l'être directement par eux-mêmes.

Nous ne doutons pas que le "virage" qui est pris aujourd'hui, tant sur le plan de la conception que sur le plan des dispositions pratiques par la direction de la Scapa, sera de nature à aider le processus en cours.

Retour à Fogo : la route du volcan

Notre retour à Fogo s'opère dans des conditions difficiles. La mer est agitée et même dans le port de Furna les bateaux à rames ont bien de la peine à prendre les passagers et leurs bagages, surtout quand l'un d'entre eux, un travailleur de Brava, s'est cassé le bras et qu'il doit aller se faire soigner à l'Hôpital de Fogo. Malgré les efforts de solidarité de tous les passagers à son endroit, le pauvre homme n'en peut plus de souffrance à force d'être balloté et inévitablement heurté par les chocs que les vagues font subir au bateau. A l'arrivée au port de Sao Felipe, il faut encore descendre dans de petites embarcations, à 150 mètres du bord, pour remonter ensuite sur la jetée en nous précipitant au bon moment sur la seule échelle métallique au bas de laquelle notre coquille de noix tente de nous immobiliser. Ici, nous passerons 4 jours, dont 1 jour de Carnaval, où nous aurons tout loisir de nous souvenir combien le Cap-Vert a des points communs avec le Brésil, partageant avec lui son sens inné de la danse et de la musique.

Nous sommes attendus ici par une équipe de 3 personnes : Alberto Gomez, le jeune animateur des Coopératives de Fogo, cadre récemment formé par l'Institut National des Coopératives, un homme dynamique et engagé ; Arturo Cardozo, l'efficace comptable de l'équipe, et enfin un coopérant belge, Jacques Bastin, sociologue et économiste qui assure de son appui les Capverdiens attachés à créer ici un ensemble de coopératives pilotes pour tout le Cap-Vert.

Nous avons eu en effet le sentiment que tout ici était pensé jusque dans les détails.

La liaison est assurée par le camion du projet, qui sert bien entendu à l'approvisionnement des coopératives mais également à transporter les personnes, ainsi que les matériaux de construction pour les bâtiments que nous avons prévus. L'équipe dispose également d'un petit véhicule Suzuki pour les déplacements d'appui, de contrôle ou d'urgence.

Au petit matin, nous nous embarquons du niveau de la mer pour atteindre en 2 heures le pied du volcan encore en activité, où se trouve la coopérative de Cha das Caldeiras. La première étape des constructions est terminée et nous avons le plaisir de constater que le magasin est bien achalandé et que toute la population vient s'approvisionner en denrées de base. Si l'on considère que le salaire journalier d'une personne, homme ou femme, employé dans un chantier à haute intensité de main-d'oeuvre organisé par le Gouvernement, est de 70 escudos par jour (environ 2 fr. suisses), les prix de vente relevés sont les suivants :

- maïs : 1 kg : 9,60 escudos,
- haricots secs : 1 kg : 50 escudos,
- riz : 1 kg : 28 escudos,
- sucre : 1 kg : 38 escudos,
- farine de blé, 1 kg : 24 escudos,
- lait en poudre, 1 kg : 25 escudos,
- pétrole, 1 litre : 28 escudos,
- savon, 1 barre : 135 escudos,
- thon, boîte de 365 grammes : 125 escudos.

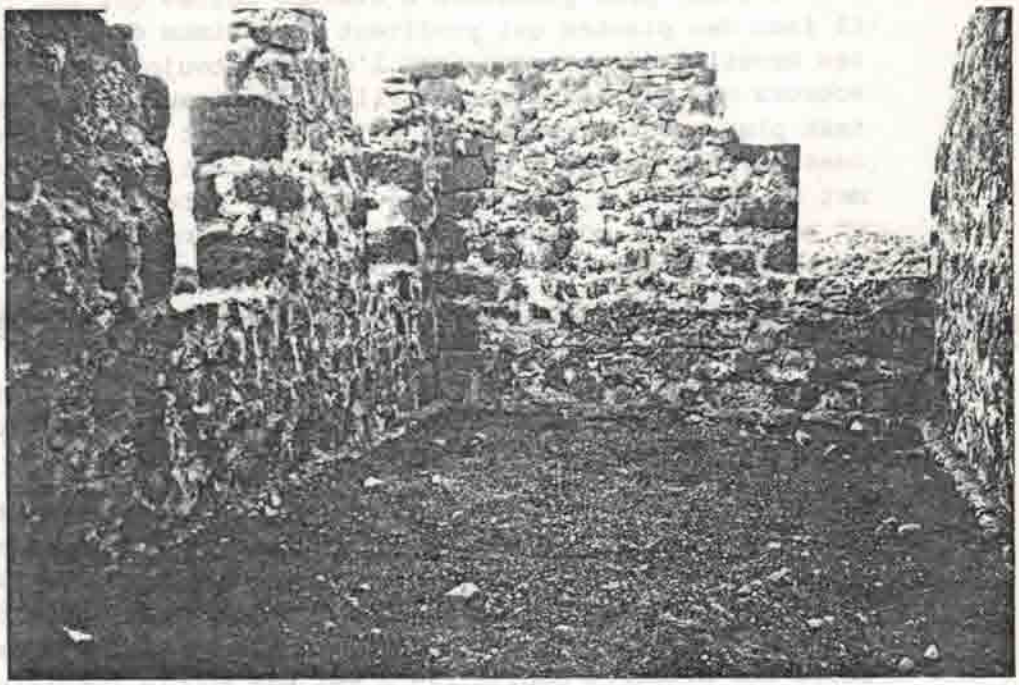
Notons que l'on ne trouve pas ici de bois, et pourtant, il faut pouvoir se chauffer de temps en temps à 2000 m. d'altitude ! et que nous ne trouvons pas non plus de primeurs (les tomates, oignons ou pommes de terre ne sont vendus ici que lorsqu'il y a des surplus de production, ce qui est très rare). A Cha das Caldeiras, nous avons également eu l'occasion de visiter de la culture expérimentale : pommiers, figuiers, cognassiers, vignes, de toutes espèces, qui sont testées pour permettre d'évaluer celles qui ont le meilleur rendement. Ici, il faut des plantes qui profitent au maximum de l'humidité ambiante amenée par les brouillards matinaux, car l'eau est toujours aussi peu abondante et les sources qui environnaient le village sont aux trois-quarts taries et ne permettent plus aucune irrigation, mais seulement la survie de la population. Chaque construction nouvelle est équipée d'un toit en pente avec une gouttière qui permet de récolter l'eau de pluie dans une citerne, mais cette eau s'abîme vite et ne peut être consommée pour l'usage courant, elle peut même devenir source de maladies si l'on n'y prend pas garde.

Descendant la route du volcan à travers cet extraordinaire paysage lunaire où l'on circule sur une poudre de lave noire, on débouche sur des vallonnements arides où sont accrochés, de façon assez isolée, des maisons ou des hameaux construits en pierres sèches, petites bâtisses rectangulaires à toit plat, avec de très étroites ouvertures en guise de fenêtres.

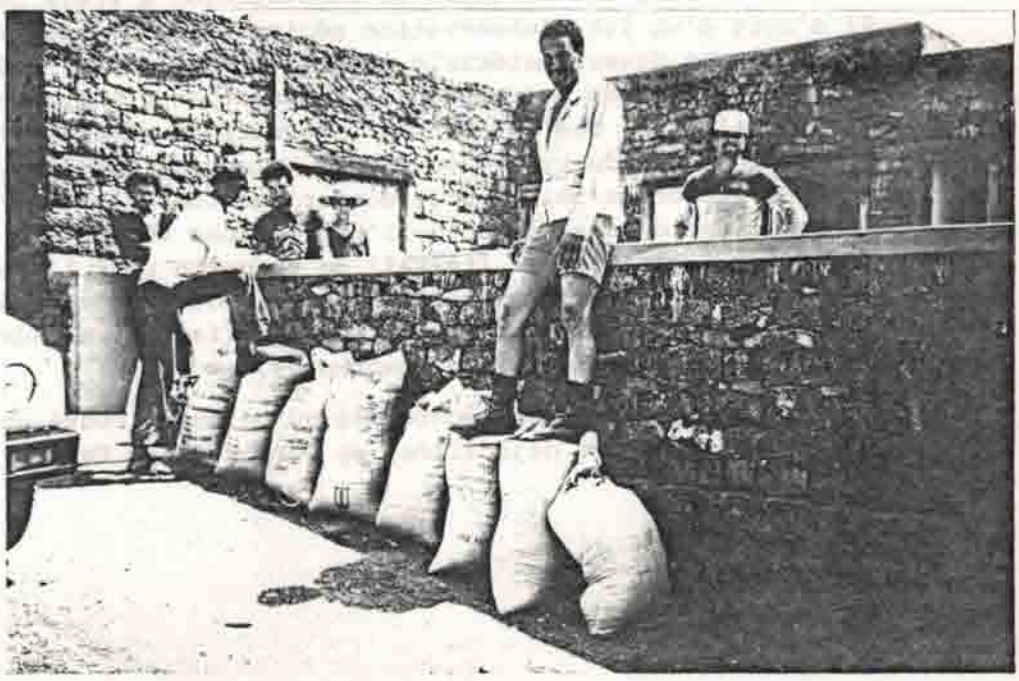
A Achacha Furna, nous visitons le nouveau centre coopératif où nous sommes accueillis par une jeune et jolie vendeuse, ainsi que par Carmen Pirès, déléguée des Affaires Sociales. En effet, il s'agit là d'un complexe qui comprend des locaux pour jardins d'enfants, un magasin de consommation et un local pour les Affaires Sociales. Si la Coopérative est en activité depuis plusieurs mois, le local des Affaires Sanitaires n'est pas encore complètement équipé. Le matériel médical de base est en cours de construction à Praia pour l'ensemble des îles. Il s'agit d'un lit d'observation médicale, d'une balance, d'un pèse-bébés, d'une armoire avec divers matériels légers. Le délégué à la Santé, ici Alberto Pina, fait un travail de prévention et d'éducation à l'hygiène et à l'alimentation. Il travaille par des réunions d'informations générales où sont abordés différents problèmes du type vaccination, planning familial, etc., mais il va également de maison en maison pour donner des conseils concrets sur l'usage de l'eau, la conservation des aliments, l'hygiène des vêtements, etc. Les locaux serviront également à l'artisanat (travail de vannerie pour l'usage local) et la liaison avec la Coopérative s'établit également pour assurer un programme de couverture alimentaire pour différents cas sociaux (isolés, malades, enfants avec problème de nutrition, familles trop nombreuses, etc.).

Le jardin d'enfants sera monté dès qu'on aura trouvé un financement pour les monitrices qui sont déjà allées se former à Sao Felipe.

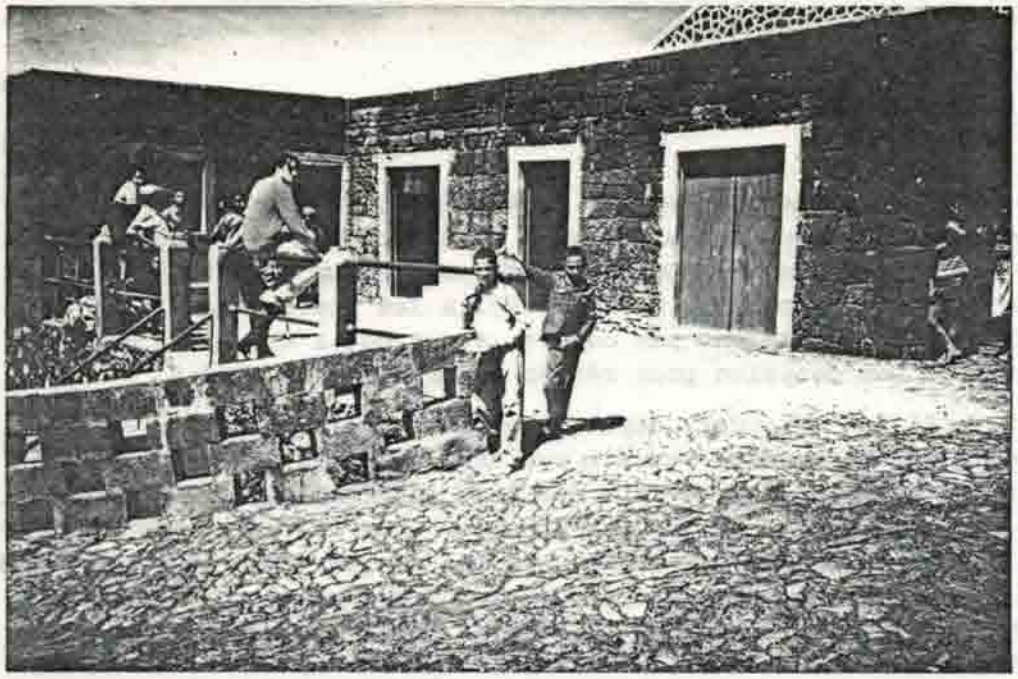
Coopérative de
Cha das Caldeiras



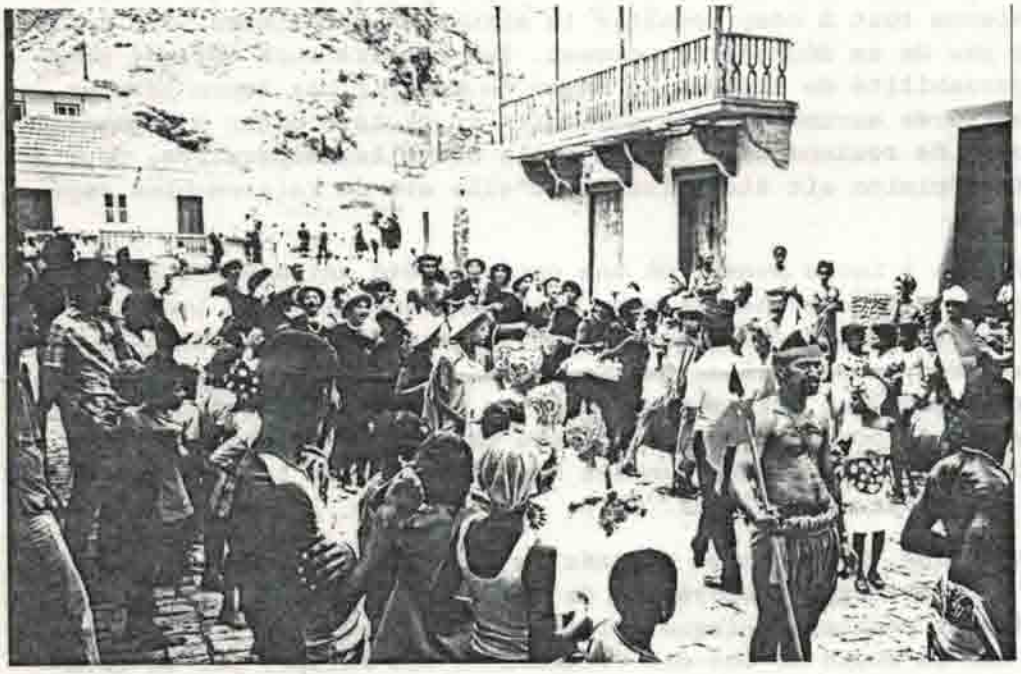
Salle communautaire
de Cha das Caldeiras
en construction



Coopérative de
Monte Largo



Centre médico social
et Coopérative de
Achada Furna



Carnaval à
Sao Felipe - Fogo

Marché à Praia,
Santiago

Nous descendons la route, puis passons par Monte Largo. Ici, la Coopérative est quasiment terminée : on en est aux travaux de finition : les rayonnages sont déjà posés, il manque juste la peinture des portes. La construction est faite en pierres sèches. Une citerne de $6m^3$ récolte les pluies, mais ici, comme à Patim, les locaux ne seront pas ouverts avant que l'Assemblée des coopérateurs ait pris une décision pour régler le problème du crédit.

Problème délicat, s'il en est. Car, depuis toujours, les commerçants privés font crédit, crédit qui se termine souvent par une récupération en nature. Le besoin de crédit est renforcé par le fait que bien des familles vivent des salaires versés par l'Etat pour le travail effectué dans des chantiers de reforestation ou de conservation des sols, par exemple, et que cet argent est versé avec un certain retard. L'idée est donc que chaque coopérative se constitue un fonds de roulement qui permette aux sociétaires de s'emprunter à eux-mêmes, lorsqu'ils se font du crédit et que la coopérative puisse contrôler et réduire petit à petit les avances consenties. Il n'est donc pas question qu'un versement extérieur vienne tout à coup assainir la situation antérieure, car celle-ci ne manquerait pas de se dégrader à nouveau. Les coopérateurs doivent prendre donc la responsabilité de trouver le moyen de couvrir par leurs propres versements les arriérés accumulés. L'Association se déclare prête à augmenter le montant du fonds de roulement au départ de la nouvelle coopérative, pour autant qu'une telle décision ait été prise et qu'elle ait de raisonnables espérances d'être tenue.

Puis, nous descendons à Lucia Nunez, où une maison a été entièrement aménagée pour la Coopérative, avec une chambre pour le gérant qui tient le secrétariat et fait en même temps la garde du magasin. Ici, nous sommes près du Monte Genebra et la population vit en grande partie des emplois fournis par ce Centre d'Etude de l'Irrigation, qui est en même temps un centre de production qui comprend une station de pompage. Ici, le niveau de vie est meilleur et l'on trouve dans la Coopérative quelques denrées non alimentaires telles que cette lampe à pétrole à 430 escudos (12 frs. s.).

De retour à Sao Felipe, nous sommes étonnés de constater que, dans la ville portuaire, il n'existe aucune coopérative de consommation. C'est une lacune qu'il est question de combler, puisque l'idée est de chapeauter cette chaîne de coopératives sur la route de Cha das Caldeiras à Sao Felipe, par la création d'une Union des Coopératives, qui regroupe non seulement celles de consommation, mais également celles de production (de produits agricoles en provenance des villages situés en altitude, ou de petites menuiseries ou encore de produits de pêche à Sao Felipe, si les pêcheurs s'organisent de cette façon). Cette Union de Coopératives aura besoin de locaux à Sao Felipe, d'une part pour stocker les marchandises en provenance de l'extérieur et destinées à être distribuées aux consommateurs des villages, d'autre part, pour regrouper un certain nombre de produits de l'île en vue de les transporter ailleurs et sur d'autres îles, enfin, pour assurer une permanence de formation et de perfectionnement pour les vendeurs et pour tous ceux qui, venant des différentes îles, souhaiteraient s'inspirer du modèle de Fogo pour créer à leur tour d'autres Unions.

Nous sommes revenus convaincus par l'utilité de développer le mouvement coopératif dans les îles du Cap-Vert, car celui-ci est de nature à éviter le double écueil de la bureaucratie (entreprises de distribution centralisées par l'Etat) et du commerce privé qui aboutit très vite à renforcer les inégalités de départ entre consommateurs de capacité financière différente, enrichissant les uns et appauvrissant les autres.

Visite à l'Institut Capverdien de Solidarité

De retour à Praia, nous n'avons pas manqué de retrouver Mme Maria de Luz Boal, accompagnée du directeur du département Projets, M. Ezvedo Ramiro. Sous réserve de l'approbation ultérieure de l'Assocation (approbation que nous avons recueillie lors de l'Assemblée du 5 mars 1985), nous nous sommes engagés à poursuivre l'action dans les trois directions suivantes :

a) la pêche artisanale dans le port de Furna,
b) l'Union des Coopératives de Fogo,
c) les activités sociales et éducatives pilotées par l'Institut Capverdien de Solidarité dans les deux îles de Fogo et Brava.

Nous avons marqué fortement notre désir de continuer à travailler sur ces deux îles qui demeurent encore sous-privilégiées par rapport à l'ensemble des projets de développement de l'archipel.

Le problème de la présence d'un coopérant a été à nouveau évoqué. La difficulté se trouve aujourd'hui aplanie du fait que la Coopération gouvernementale de Suisse a créé un poste de délégué au Cap-Vert en la personne de M. Marcel Grangier, qui prendra effet au 1er juillet 1985. La direction de l'Aide Technique suisse est disposée à autoriser M. Grangier à devenir l'interlocuteur-terrain des projets des ONGs (notamment l'Association Cap-Vert Genève) au Cap-Vert. Il paraît de toute importance, pour une information régulière des membres de l'Association et particulièrement de tous nos contributeurs, que nous puissions communiquer avec un informateur sur place qui nous renseigne sur l'évolution des projets et renforce ainsi la motivation à poursuivre l'action.

Nous avons fait état à cette occasion du fait que le projet sera d'autant mieux accueilli ici à Genève qu'il sera plus directement lié au développement d'une petite communauté vivante qui devient capable de s'autogérer grâce à un équipement et à l'apprentissage d'un nouveau fonctionnement, un projet non sophistiqué qui s'ancrera dans les habitudes des gens parce que leurs besoins en auront directement dicté la définition.

Un extra : l'Hôpital de Fogo

Bien que ne faisant pas partie à proprement parler des projets de l'Association, nous avons eu l'occasion d'entrer en contact avec les médecins de l'Hôpital de Fogo à qui nous avions adressé, à plusieurs reprises, grâce à l'obligeance de l'Hôpital cantonal et de certains sympathisants de l'Association, du matériel pour le laboratoire, pour la petite chirurgie et l'auscultation, le cabinet dentaire. Le responsable-délégué de la Santé de Fogo, le Dr Sidonio Montallero, nous a reçus, et son collègue, le Dr Egyptien Ashras Guisaoui, nous a fait visiter l'Hôpital. Si l'approvisionnement en médicaments courants est assuré régulièrement par Praia, les spécialités, elles, mettent beaucoup plus de temps à venir. Quant à l'équipement, il est véritablement très vétuste, particulièrement pour ce qui est de la radiologie et du cabinet dentaire. On met plusieurs mois pour obtenir la réparation d'une machine. Pour ce qui est du cabinet dentaire, la fraise est immobile depuis bientôt une année, ce qui rend impossible le nettoyage des caries et le traitement de racines. La Doctoresse Magda Sadévi, dentiste égyptienne, est donc contrainte à se borner aux soins hygiéniques superficiels, ou à l'arrachage de dents.

Le Gouvernement allemand a construit, dans l'enceinte de l'Hôpital, un grand pavillon pour la pédiatrie. L'équipe attend les lits, les tables, les chaises et le matériel médical de base. Reste le problème du personnel, rendu indispensable pour la consultation pédiatrique : 30 à 40 visites chaque jour. Principaux problèmes rencontrés : fièvres diverses, thyphoïde, gastro-entérites, et diverses complications de la déshydratation ou de la malnutrition, telles que pneumonie et tuberculose.

Si bien entendu nous ne pouvons intervenir pour assumer les frais de fonctionnement de cette nouvelle installation, nous nous efforcerons toutefois de trouver, soit à l'hôpital, soit dans certaines cliniques, un certain nombre d'équipements et de spécialités dont nous leur avons demandé de dresser la liste.

Quel développement à terme, pour Brava et Fogo ?

Nous l'avons dit plus haut, la Coopération gouvernementale allemande a mis en place, à Fogo et Brava, un projet intégré comprenant tous les aspects liés à la survie : à la base, alimentation, mais aussi santé. Nous avons eu la chance, au courant de notre voyage, de passer deux jours en compagnie de M. Gérard Goronzy, évaluateur et responsable de l'Agence d'assistance technique du Gouvernement allemand. Depuis plusieurs années, les Allemands ont fait sur place des études qui semblent aboutir à la conclusion que les problèmes principaux sont des problèmes d'organisation et non des problèmes techniques à proprement parler, raison pour laquelle ils sont décidés à ne plus apporter d'aide technique avant d'avoir assuré l'organisation correspondante. Appliquée à la question de la production de biens, cette règle se traduit par l'obligation de régler les problèmes de commercialisation avant même d'avoir réglé ceux de la production proprement dite. C'est donc en prenant en compte l'ensemble des coûts d'une production ainsi que ses débouchés, qu'on peut apporter une aide technique dont on est sûr qu'elle sera utilisée avec le maximum d'efficacité. En deux mots, lorsque la demande préexiste et que le réseau de commercialisation est mis en place, alors la production s'adapte et suit.

Le projet allemand est de grande envergure. Les Allemands ont obtenu du Gouvernement capverdien la création d'un Cabinet décentralisé, sous-direction capverdienne, avec un Ministre de tutelle qui est celui du développement rural. L'aide alimentaire n'est pas distribuée gratuitement, mais fait l'objet d'un échange en terme de travail : construction de routes et d'aéroport, conservation des sols, reforestation, digues et irrigation. Les chantiers occupent environ 4000 personnes en permanence, ce qui touche finalement environ 20 000 personnes, soit le 50% de la population totale des deux îles. Le Gouvernement capverdien paie 41 personnes pour la direction et la coordination. La Coopération allemande, elle, assure le traitement de 8 conseillers qui se retireront au fur et à mesure que les Capverdiens prendront leur place. Le plan d'assistance est prévu pour dix ans (soit jusqu'en 1995), mais les Allemands considèrent qu'il s'agit là d'une première étape, car, selon leurs estimations, il faudra une génération pour parvenir à une autonomie des deux îles, c'est-à-dire par la prise en charge des Capverdiens de l'infrastructure économique qui permette d'assurer la totalité des frais de fonctionnement.

L'attention portée aux problèmes économiques n'a pas empêché les Allemands de continuer à s'intéresser également aux aspects techniques. A cet effet, leurs ingénieurs ont inventé un moteur qui fonctionne à l'huile de graînes oléagineuses produite par un arbuste présent au Cap-Vert et particulièrement résistant à la sécheresse, le "purgeira". Un reboisement à l'aide de cet arbuste

offrirait non seulement un intérêt pour la conservation des sols, mais également fournirait de l'énergie. Avec ces moteurs, on pourrait alimenter un village en électricité et dégager de l'énergie pour pomper de l'eau.

En agriculture, les essais ont montré que plutôt que maximiser la production, il convenait de minimiser les risques dus à la sécheresse, et cela en semant sur le même terrain jusqu'à 5 plantes différentes. Quoiqu'il en soit, il apparaît que ni Brava, ni Fogo, ne pourront jamais être autosuffisantes quant à leur production agricole, et cela même en période de pluviométrie normale. Ceci suppose qu'une production locale permette en échange l'approvisionnement de la part d'alimentation manquante.

Il est évident qu'une Organisation telle que la nôtre doit pouvoir trouver une façon organique de collaborer avec le projet intégré, sous peine d'être totalement marginalisée et donc inefficace. Nous entendons rester en contact étroit avec le Cabinet qui pilote ce grand projet. Nous sommes heureux de constater une évidente convergence d'objectifs, alors même que les moyens mis en oeuvre sont sans commune mesure avec les nôtres.

CONCLUSION

Avant même que nous partions sur le terrain, José Brito, Secrétaire d'Etat au Développement, nous rappelait qu'il faut voir un projet dans son environnement, et pas seulement par rapport à son adéquation avec le plan initial. Le développement doit suivre le rythme de la vie, et non pas celui des planificateurs. Si le projet est en avance sur la société qui l'environne, il ne tiendra pas, et ce sera la désillusion à la fois pour les bénéficiaires et pour les contributeurs. Il faut savoir que la réalisation d'un projet procède nécessairement par essais et erreurs. L'important est de savoir si le milieu peut profiter des erreurs et des observations nées du projet, ou non.

Il est vrai qu'aujourd'hui, il est plus facile de mobiliser des contributeurs en faveur de régions où se présentent des problèmes élémentaires de survie. Evidemment, au Cap-Vert, il n'y a pas de famine à photographier comme en Ethiopie. Il faut substituer dorénavant une vision humaine et sociale à long terme, plutôt qu'une vision humanitaire à court terme. La vraie question est de savoir quel est le degré d'autosuffisance de la population concernée et, jusqu'à ce niveau d'autosuffisance, il ne faut pas stopper la Coopération sous peine de voir l'effort antérieur réduit à néant et des problèmes plus graves que les précédents surgir de ce recul.

Il est indiscutable que le Cap-Vert, aujourd'hui, tant par la détermination de son Gouvernement à sortir de son sous-développement, que par le caractère et les aptitudes de sa population courageuse, doit nous permettre d'aborder cette longue phase de coopération avec confiance et décision. Nous devons prendre notre souffle, car l'action n'aura de succès que dans la durée, mais nous ne pouvons oublier que leur développement, c'est aussi notre développement, et que la réflexion à cet égard bénéficiera aux deux partenaires.

Roland Vuataz